

Mondialisation ou universalisation ? Quelle science pour quelle culture ?

Didier Spire

Rédacteur en chef

Il y a quelques années circulait l'histoire suivante (dialogue entre un père et son fils dans un pays du Sud) : « Regarde, papa, c'est merveilleux ce que la science peut faire. Un avion écrit dans le ciel ! » « Ah oui » dit le père, « et que dit-il ? » Le fils regarde. « Il dit : buvez Coca-Cola. »

Derrière cette anecdote, il y avait la critique de l'utilisation des résultats de la recherche. Il y avait aussi et déjà celle de l'omniprésence de grandes entreprises et les risques qu'elles faisaient encourir à la culture.

Ces phénomènes n'ont fait que s'accroître au cours du temps. Nous en sommes arrivés à une mondialisation dont les effets sont de plus en plus rapides et incontrôlables. Les années 70, période de notre anecdote, avaient vu croître les entreprises multinationales, avec des extensions tentaculaires, mais celles-ci demeuraient fortement centralisées, avec un pouvoir géographiquement localisé.

L'entreprise mondiale d'aujourd'hui n'a plus de centre. Ce n'est qu'un vaste ensemble articulé, avec un double slogan : rentabilité et compétitivité. La vitesse a fait exploser le marché mondial et ses contraintes, permettant aux capitaux de se déplacer instantanément et de générer une spéculation considérable. La machine économique est alors livrée à elle-même et n'offre plus de garantie contre les effets pervers qu'elle génère. Les centres de décision économique ne coïncident plus avec ceux des États et ceux-ci, qui avaient forgé les cohésions nationales, voient leur rôle s'affaiblir car ils ne contrôlent plus comme auparavant les flux d'argent, de marchandises ou d'informations. La mondialisation les contraint donc à abandonner une partie de leurs prérogatives, imposant des comportements économiques identiques sans tenir compte des particularités locales. On observe alors la disparition de la capacité régulatrice que pouvait apporter une économie nationale et, sans régula-

tion, les inégalités deviennent de plus en plus insupportables. Elles croissent de telle sorte qu'elles ont doublé en trente ans. Selon la Banque mondiale, en 1960, les 20 % les plus riches de la population l'étaient trente fois plus que les 20 % les plus pauvres. En 1990, cet écart était porté à soixante fois. Et le PNUD affirme que l'écart continue de s'accroître.

Pendant ce temps, la sphère financière échappe de plus en plus à toute réglementation collective et démocratique. En 1994, les flux financiers, incontrôlables grâce à l'informatique, ont dépassé les mille milliards de dollars par jour. Et seule une petite partie de cet argent est réintroduit dans des projets productifs créateurs d'emplois. L'interpénétration des marchés industriels, commerciaux et financiers commence alors à poser des problèmes au niveau politique.

L'intensification de la concurrence sur le plan mondial a produit de nouvelles stratégies commerciales pour réduire les coûts de production. Désormais, le profit ne dépend plus essentiellement de la production socialement utile, mais de la spéculation financière.

La mondialisation est avant tout une conception marchande du monde où l'on parle « marchés » au lieu de « populations », « entreprises » au lieu de « nations », « consommateurs » au lieu de « citoyens » et où les relations humaines se réduisent à la concurrence commerciale.

Derrière la mondialisation se cache donc un processus impersonnel et dépourvu de valeurs symboliques et éthiques.

En mettant en avant l'idée unique du marché, la mondialisation cherche à nous faire passer de « l'économie de marché » à la « société de marché », introduisant partout, y compris dans la culture et la science, la seule notion de rentabilité. Agissant ainsi, elle crée une société sans médiation sociale, en particulier celle des États, et les centres de gravité identitaires ont tendance à disparaître, dans un semblant d'unité. Mais elle crée aussi de

nouveaux murs – murs de l'argent, murs de cultures – et ne cherche à universaliser que certains aspects liés au marché. C'est là qu'il faut éviter une confusion sur les termes.

Mondialisation n'est pas universalisation

C'est même tout le contraire car, derrière l'idée d'universel, l'Homme est projet. Il n'est pas seulement soumis aux particularismes de la société dans laquelle il vit, mais détient une puissance de dépassement qui le pousse à chercher ailleurs.

Certes, il faut probablement réactualiser la notion d'universalisation et la replacer dans notre monde moderne. L'universalisation doit, en particulier, passer par une reconnaissance de la diversité, et d'abord celle de l'autre, car elle ne doit pas aboutir à l'uniformité mais, au contraire, à une diversification des formes d'expression culturelle et technique, en réaction à cette entreprise globalisante d'un modèle unique. L'unité souhaitable passe par la diversité culturelle, avec les libertés que cela suppose.

Universalisation ne doit pas non plus être confondue avec uniformité. Le danger fondamental est, aujourd'hui, de vouloir faire des sociétés unidimensionnelles. Et l'uniformisation contemporaine, issue de la volonté dominatrice qui prévaut dans la mondialisation, est à la racine des divisions actuelles, voire des intégrismes dus, pour beaucoup, à des forces réactives contre ce qui est imposé. L'universalisation est donc un jeu dialectique et régulateur entre la diversité et l'unité. Nous aspirons à la diversité parce que nous sommes porteurs de valeurs historiques et culturelles, parce que nous sommes différents et que nous souhaitons le rester. Nous recherchons une certaine unité parce qu'elle est une réponse aux excès de la diversité et parce qu'il y a, dans toute culture, un idéal profond et commun de l'Homme.

Il ne faut donc pas plaider l'universel contre le particulier, ou l'inverse, mais rechercher au contraire les voies qui associent les deux principes, combinant les particularités locales à l'universalisme du progrès et de la raison.

Universalisation ne signifie donc pas non plus occidentalisation. On sait bien aujourd'hui que l'échec des modèles de développement suivis par certains pays

du Sud est dû, pour une part, au transfert aveugle de modèles occidentaux. L'aggravation de la situation économique qui en résulte conduit à un repli sur soi, réaction de défense contre l'agressivité de la mondialisation. Beaucoup de problèmes économiques et sociaux auraient pu être résolus si l'on avait prêté davantage attention aux valeurs culturelles des pays et aux connaissances accumulées des savoirs et sagesses que contiennent ces cultures, au lieu de mettre toujours en avant le développement technico-économique.

« La diversité culturelle est une composante essentielle de la biodiversité » écrivait récemment le Marocain Mahdi Elmandja. Et il est bien vrai que des relations étroites existent entre ensembles écologiques et systèmes culturels. Cela ne signifie pas que les seules traditions permettent le développement. Ne plongeons pas dans un certain obscurantisme et dans la négation des valeurs de la connaissance. Tous les pays ont besoin de techniques avancées. Mais, pour autant, les valeurs traditionnelles ne doivent pas être écartées systématiquement et la science ne sera universelle que « lorsqu'elle sera capable de dialoguer avec les peuples de toutes les cultures et respecter leur questionnement » (Ilya Prigogine, prix Nobel de chimie 1977).

Il faut donc, d'une certaine façon, réapprendre et se réapproprier l'universalité à travers la découverte de soi, et la recréer ensemble. Ensemble est le maître-mot. L'approche de la vérité, qui est un des buts de la science, n'est jamais absolue ni totalement objective. Chacun a donc besoin de l'autre pour améliorer ses connaissances et vérifier sa propre perspective de vérité. Développer des approches de recherches « avec », au lieu de se cantonner dans des analyses « sur », devient donc une priorité, avec en corollaire, la nécessité d'accroître les efforts de traduction des cultures. Claude Lévi-Strauss avançait le principe selon lequel ce ne sont pas les ressemblances mais les différences qui se ressemblent. C'est donc pour beaucoup dans un dialogue autour de ces différences que nous retrouverons l'universalité. Rechercher sa propre image dans la spécificité de l'autre, c'est déjà reconnaître que l'autre est proche de soi et rapprocher la culture universelle de la culture identitaire.

Cette éthique nouvelle de la différence que nous voyons de plus en plus apparaître au fil de notre revue devrait conduire à une autre politique, non pas

celle consistant à dire « qui n'a rien n'est rien », mais celle permettant de ne pas étouffer le désir des populations.

Comment répondre à cette hégémonie globalisante que représente la mondialisation, à ce système de gestion qui crée une fracture où de nombreuses communautés ne retrouvent pas leur compte ? Peut-être et d'abord par la constitution d'ensembles cohérents et suffisamment vastes pour réunir des facteurs politiques, économiques et culturels suffisamment puissants. La francophonie, soutenue par *Cahiers Agricultures*, peut être l'un de ces ensembles. Il en est de nombreux autres. À travers ces nouveaux ensembles s'exercera une pression croissante sur les grandes institutions pour qu'elles aient plus souvent recours aux savoirs traditionnels et aux formes de pensée issues de cultures diverses au lieu de se cantonner dans les seuls conseils d'économistes néo-réalistes.

Dans un interview au CIRAD, Michel Petit, directeur de l'Unité de recherche et de vulgarisation de la Banque mondiale, exprimait la conviction que l'essentiel, aujourd'hui, doit se placer au niveau régional. C'est aussi un nouvel assemblage où des regroupements doivent être trouvés, des coopérations engagées, des priorités élaborées. Les pôles régionaux, garants de cultures traditionnelles, devraient être renforcés par les systèmes nationaux de recherche agricole du Sud, qui connaissent bien les réalités locales. C'est à ce niveau que devraient se mêler recherches de pointe issues d'une science universelle et applications locales qui doivent s'intégrer tout en conservant une identité culturelle.

Il faut donc inventer sur une base socio-territoriale, et non pas seulement technique, les nouveaux instruments d'un développement diversifié.

Les solutions seront trouvées si l'on sait diffuser l'information nécessaire à l'équité, opérer des décloisonnements, agir en transversalité, créer des réseaux pour changer les rapports au savoir, mobiliser les chercheurs autour d'approches écorégionales et, enfin, mettre en commun et étudier nos différences.

Tous ces projets, des plus modestes aux plus vastes, ne seront utiles que s'ils intègrent la dimension sociale. Nous les ferons nôtres, car nous ne souhaitons pas ce que dénonçait Jeremy Rifkin dans le *International Herald Tribune* dans une phrase devenue célèbre : « Des élites hightech gouvernant des nations de chômeurs » ■